

Article

« Les moyens de l'information, porte-parole de la politique étrangère de l'URSS entre la coexistence pacifique et la lutte idéologique »

Georges H. Mond

Études internationales, vol. 4, n° 4, 1973, p. 434-458.

Pour citer cet article, utiliser l'information suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/700359ar>

DOI: 10.7202/700359ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

LES MOYENS DE L'INFORMATION, PORTE-PAROLE DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE L'URSS ENTRE LA COEXISTENCE PACIFIQUE ET LA LUTTE IDÉOLOGIQUE

Georges H. MOND *

I

La politique étrangère de l'Union soviétique au début des années soixante-dix se caractérise par un dynamisme certain, par le souci d'aménagement optimal de sa position internationale, mais surtout par un effort précis pour obtenir une acceptation et une confirmation internationales fermes du *statu quo* aussi bien européen qu'asiatique complété par la reconnaissance de la doctrine dite « de Brejnev » qui, cependant, ne figure ni dans le vocabulaire officiel du ministère des Affaires étrangères de l'URSS, ni au sein des moyens de l'information soviétiques¹.

Ce n'est qu'après avoir atteint ces buts – la Conférence d'Helsinki devant y concourir grandement – que l'on peut prévoir la relance d'une stratégie offensive de l'URSS.

Il est inutile d'insister sur l'isolement moral et politique de l'URSS à l'échelle internationale qui était, en 1968, le point de redémarrage de l'actuelle politique étrangère soviétique. Comme l'écrit Henryk Birecki :

Le revirement soviétique émane directement des séquelles de l'invasion de la Tchécoslovaquie en août 1968... En effet, les événements du printemps de Prague ont démontré aux dirigeants soviétiques toute la fragilité de la cohésion idéologique et politique du Pacte de Varsovie, cimenté pourtant principalement par la politique commune vis-à-vis de l'Allemagne. Faut-il rappeler que le danger allemand sert de justification expressément mentionnée du Pacte de Varsovie lui-même et de tous les pactes qui lient l'Union soviétique directement aux autres pays du Pacte de Varsovie et les pays de ce Pacte entre eux ?...

En constatant que le danger allemand comme ciment du Pacte de Varsovie est devenu problématique, Birecki écrit : « C'est dans ces conditions qu'est née la doctrine de la souveraineté limitée. Cette doctrine doit constituer la nouvelle force cohésive du Pacte de Varsovie...² ».

* Professeur à l'Institut français de presse et de sciences de l'information et chargé de recherche au CNRS.

1. Nous prenons en considération dans cet article surtout le contenu des publications soviétiques et polonaises (se rapportant généralement à la politique étrangère de l'URSS).

2. Cf. *Allemagne d'aujourd'hui*, n° 33, mai-juin, 1972, p. 11 et *passim*.

La grande « offensive » pour la coexistence pacifique³ liée au maintien du *statu quo* européen, ainsi qu'à l'idée d'une conférence européenne de sécurité et de coopération lancée par l'URSS en 1969, renouait avec les initiatives soviétiques (novembre 1954) et polonaises (discours à l'ONU, en 1964, d'Adam Rapacki); cette offensive avait pour but immédiat de faire sortir le bloc soviétique de l'impasse post-tchécoslovaque, sans pour autant renier la doctrine de la souveraineté limitée⁴ dite « de Brejnev », permettant l'intervention armée dans tout État socialiste tendant à sortir du cadre du bloc soviétique.

Parmi les traits caractéristiques de cette politique étrangère, relevons les points suivants :

– le maintien dans la subordination des pays socialistes (aussi bien en Europe de l'Est qu'en Asie);

– la fidélité à la division du monde (issue des accords de Yalta) et l'exigence de l'acceptation du *statu quo* par les puissances occidentales allant de la détente à la coopération (dont l'envergure et les modalités prêtent à maintes controverses);

– l'opposition au renforcement de l'Europe occidentale unie. À la mi-juin, M. Stefan Olszowski, ministre polonais des Affaires étrangères a confirmé la fermeté du camp socialiste : « Nous nous opposons à un certain type de politique du Marché Commun et à ses tendances à l'intégration qui visent à renforcer la division de l'Europe. » Olszowski accepte uniquement ce qui, en Europe occidentale, ne conduit pas à la création d'une puissance économique, politique et militaire unifiée, susceptible de jouer un rôle mondial. La Communauté devrait, suggère-t-il, se limiter à une « coopération sub-régionale » de nature à faciliter son rattachement à un système paneuropéen Est-Ouest⁵.

– le renforcement de la position soviétique face à la Chine, par le biais d'une amélioration sensible des rapports avec les É.-U., l'Europe occidentale, le Japon et l'Inde;

– l'attitude particulièrement favorable à la coopération avec la France et les pays scandinaves, devant servir les objectifs soviétiques (cela coïncide avec quelques tendances de la politique française⁶);

– le tournant de la politique allemande de l'URSS tendant à créer des relations « spéciales » aussi bien avec la RDA qu'avec la RFA, ce qui servirait les desseins politiques de l'Union soviétique face aux autres pays de l'Est européen, d'une part, et face à l'Europe occidentale, d'autre part.

Les circonstances dans lesquelles s'est opérée la révision de l'attitude soviétique vis-à-vis du danger allemand et le changement en lui-même, se reflètent fortement

3. Cf. Déclaration de Prague (octobre 1969) des représentants des Pays du Pacte de Varsovie; voir K. DZIEWANOWSKI in *Literatura* (Varsovie) 23 novembre 1972; cf. également PONOMARIEV dans la *Pravda* du 12 août 1960, et du 8 juillet 1972.

4. Cf. article de S. KOVALIOV dans la *Pravda*, 26 septembre 1968; voir le texte anglais dans le *New York Times*, 27 septembre 1968; voir également: KULSKI, W. W., *Peaceful Co-Existence: An Analysis of Soviet Foreign Policy*, Chicago, H. Righery, 1959, 662p.; DUTOIT, B., *Coexistence et droit international à la lumière de la doctrine soviétique*, Paris, Pédone, 1966, 183p.; FISCHER, G., « Du Droit des gens et des relations internationales », *Politique aujourd'hui*, n° 1, Paris, février 1969, p. 101-111.

5. « La Communauté européenne vue du Kremlin », *30 jours d'Europe*, n° 175, février 1973, p. 39/40 et *Le Monde*, 25/26 juin 1972, p. 2.

6. Cf. p. ex. KULSKI, W. W., *De Gaulle and the World: The Foreign Policy of the Fifth French Republic*, Syracuse University Press 1966, p. 291 et *passim*.

dans les *mass media* soviétiques et est-européennes. Après avoir utilisé l'épouvantail allemand pendant un quart de siècle pour essayer de cimenter le Pacte de Varsovie, cet épouvantail a subitement disparu pour faire place à une nouvelle justification de la nécessité d'une fidélité à toute épreuve des pays de l'Est européen à l'égard de l'URSS. C'est au facteur idéologique (la lutte commune contre la prétendue subversion impérialiste) et à la doctrine de la souveraineté limitée que ce rôle est désormais dévolu. Cette grande modification s'est opérée à partir de 1968, depuis l'occupation de la Tchécoslovaquie.

Pour arriver à ses objectifs et pour faire face à la nouvelle situation, la propagande soviétique s'est emparée depuis longtemps du mot d'ordre de la « coexistence pacifique » qui est, en effet, le plus approprié et constitue la pièce maîtresse de la tactique et de la stratégie soviétique. Toutefois cette notion – comme beaucoup d'autres – a une tout autre signification en URSS qu'à l'Occident. Pour le professeur Tunkin, qui est un juriste des plus modérés, en 1962 déjà, « la coexistence pacifique ne signifie pas la fin de toute lutte entre les deux systèmes », et il cite un passage du programme du PCUS (*Pravda*, 1961, p. 52) : « La coexistence pacifique sert de base à une compétition pacifique entre le socialisme et le capitalisme à l'échelle internationale et représente une forme spécifique de la lutte de classes entre les deux systèmes⁷. » Cette formule constitue une polémique avec les « faucons » du Kremlin, beaucoup plus durs et offensifs.

Ce qui est essentiel dans ce contexte, c'est de convaincre tant les dirigeants occidentaux que l'opinion publique mondiale de la sincérité de cette politique de coexistence pacifique comprise à l'occidentale ; c'est de gagner la *confiance* générale dans la sincérité de cette politique de l'URSS. Relevons à ce propos une expression fort significative de Jean de Broglie, président jusqu'en mars 1973 de la Commission des Affaires étrangères à l'Assemblée nationale, affirmant dans son très intéressant article :

L'espoir de la France repose sur l'idée que les deux superpuissances s'arracheront malgré tout à une large part de leur rêve subconscient d'une planète uniquement soumise à leur double influence. Elle espère que l'idéologie communiste qui a déjà profondément changé, changera encore sous le double effet du progrès technique et des contacts humains avec l'étranger⁸.

Tout est là ; l'URSS tend à soutenir cette espérance au moment de la conférence d'Helsinki devant lui rapporter l'aboutissement de ses objectifs politiques et économiques, mais elle *refuse carrément d'aller au devant de cette espérance dans sa politique intérieure* et même dénonce une telle attitude d'espoir comme un phénomène lié à la doctrine de « convergence » issue de la subversion impérialiste contre l'État soviétique et ses alliés⁹.

Ici interviennent les prises retentissantes de position de Sakharov et de Soljenitsyne. Une campagne à juste titre qualifiée d'hystérique par le physicien

7. Cf. TUNKIN, G. I., *Droit international public-problèmes théoriques*, A. Pédone, Paris, 1965, p. 22 et *passim* ; voir également : MOND, G., « L'information et la lutte idéologique dans les pays socialistes », *Revue de défense nationale*, octobre 1972, p. 1492.

8. Cf. BROGLIE, J., « Relations atlantiques et la Conférence de sécurité européenne », *Revue de défense nationale*, octobre 1972, p. 1414 ; cf. également l'article d'A. BROMKE, « Security Conference: Prospects and Portents », *Washington Post*, 12 décembre 1971.

9. Cf. MODRZINSKAJA, E. D., *Sovremennyj Antikommunizm – kriticeskije ocerki*, Ed. Pedagogika, Moscou, 1972. Parmi les « théories anticommunistes subversives », cet auteur s'occupe de la théorie de

soviétique Tourtchine est menée ces temps derniers dans la presse soviétique contre ces déclarations faites aux correspondants étrangers par Andreï Sakharov et Alexandre Soljenitsyne. Mais les interviews du savant et de l'écrivain n'ont pas été rendues publiques dans la presse soviétique.

Sakharov affirme, entre autres :

Je continue à considérer la convergence comme la solution idéale. Mais, si on en revient aux réalités, ce qui se passe ces derniers temps, depuis dix-huit mois, la réalité est extrêmement complexe et il est difficile de la définir et de l'apprécier de façon précise. Le processus de rapprochement auquel nous assistons recèle vraisemblablement de très grands périls cachés. Les autorités de notre pays pourraient, et peut-être le peuvent-elles déjà, exploiter ce rapprochement non à des fins de démocratisation mais au contraire dans le sens d'une plus grande rigidité. Apparemment, l'objectif est le renforcement des structures économiques et administratives. Mais en ce qui concerne le problème de la liberté de pensée, les conséquences que nous observons à présent sont manifestement négatives.

Pour en revenir à la question de savoir si cela se trouve lié au changement de la situation internationale, je ne peux me défaire de l'impression que ce lien existe, et je crois que cela devrait montrer aux Occidentaux qu'en acceptant le rapprochement, ils doivent se rendre clairement compte que celui-ci ne peut pas être inconditionnel.

Dans le cas contraire, ce serait une capitulation de plus face à notre régime antidémocratique, un encouragement pour ses péchés, et cela aurait des conséquences particulièrement lourdes et tragiques pour l'ensemble de la situation mondiale. Cela pourrait amener la contagion du monde entier par le mal qui nous ronge.

L'Occident devrait aussi comprendre que si notre pays ne change pas dans le sens d'une plus grande démocratisation, tout accord sera précaire. Il ne durera qu'aussi longtemps qu'une nécessité économique et politique immédiate poussera les dirigeants de ce pays à respecter cet accord.

Il ne saurait y avoir de confiance mutuelle si l'une des parties ressemble à un immense camp de concentration. En URSS les prisonniers eux-mêmes ne s'y trompent pas : ils désignent les camps où ils sont enfermés comme « la Petite zone » : le reste du pays, c'est « la Grande zone ».

J'ai parlé des répressions politiques. Peut-être les Occidentaux ont-ils plus de difficulté pour agir sur cet aspect des choses. Mais je voudrais que le problème ne soit jamais oublié. Pas un seul instant. Et que l'on ne relâche pas les efforts orientés dans ce sens.

L'objection qui vient immédiatement à l'esprit d'un Occidental est que, si l'on demande tout cela à l'URSS, elle répondra : Non. Faut-il donc sacrifier la détente ?

Jusqu'ici l'URSS n'a pas dit non. Elle dit : Vous vous inquiétez pour rien. Tout va très bien chez nous. Cela montre que l'Union soviétique ne peut pas renoncer à l'interconnexion économique avec l'Occident. Dans ce dialogue, l'Union soviétique est la partie intéressée. Et elle pratique beaucoup le bluff. Je crois qu'il est très important que les pays occidentaux exploitent leurs responsabilités dans cette situation, qu'ils utilisent à fond leurs atouts. Mais ils doivent comprendre qu'ils ont affaire à un partenaire extrêmement astucieux et qui a l'avantage d'un régime totalitaire. C'est pourquoi les pays occidentaux doivent placer les questions de principe, au sujet desquelles il n'y a pas entre eux de divergences fondamentales, au-dessus des problèmes individuels ou de groupes¹⁰.

convergence, celle du communisme national, de même que des courants idéologiques tels le social-démocratique, le trotskysme, le révisionnisme, l'anarchisme, etc., qui s'enchaînent ou même s'identifient parfois avec l'anticommunisme ». Voir également KERIMOV et KEIZEROV dans *Sovetskoe Gosoudarstvo i Pravo*, janvier 1972, p. 20 et *passim*.

10. Interview pour l'A.F.P. publiée par *Le Devoir* (Montréal), 25 août 1973, p. 5.

Rappelons également qu'à l'occasion du X^e Festival mondial de la jeunesse et des étudiants à Berlin-Est, dès le premier jour du Festival sur l'*Alexander Platz*, des orateurs venus de l'Ouest éprouvaient le plus souvent des difficultés à se faire comprendre. Quand ils défendaient « la libre circulation des idées et des hommes » en Europe, ils passaient pour des suppôts de l'impérialisme, et quand ils tentaient d'esquisser une critique du socialisme tel qu'il est conçu en RDA, ils étaient vite catalogués comme « fascistes » ou « anarchistes »¹¹.

II

C'est ainsi que nous nous trouvons au cœur même du sujet, placés *entre* la coexistence pacifique à l'extérieur et l'affrontement idéologique, de même que la rigidité politique à l'intérieur.

Les *mass media* soviétiques sont, en effet, l'expression essentielle et quasi unique de cette contradiction, qui véhicule tout un chargement d'explications et d'arguments, d'attaques et de défenses ordonnées par le pouvoir soviétique, le seul et unique détenteur de la presse, de la radio, de la télévision et des maisons d'éditions en URSS¹².

Les *mass media* soviétiques qui s'adressent très largement aussi bien au lecteur étranger moyen, aux autorités occidentales, qu'au lecteur soviétique, se trouvent devant une sorte de dilemme : comment rassurer la communauté internationale sur les bonnes intentions soviétiques, sans pour autant relâcher les contraintes existant à l'intérieur du pays, sans décourager les mouvements communistes, révolutionnaires et nationalistes-libérateurs (antioccidentaux) et surtout, sans prêter le flanc aux attaques chinoises, d'une part, et, d'autre part, au mécontentement de son propre appareil conservateur qui craint une contagion démocratique et libérale « à l'occidentale » issue des courants socialistes-réformistes¹³ et bourgeois-libéraux.

C'est ainsi que nous avons à faire avec cette conception contradictoire et inadéquate de la *lutte idéologique*, *lutte de classes renforcée*¹⁴ visant surtout le lecteur soviétique, concept qui se développe *simultanément avec l'idée de la coexistence pacifique*, l'affrontement serein de différents points de vues, qui caractérise souvent la démarche des *mass media* soviétiques à l'égard de l'étranger¹⁵.

Lorsque des politiciens, des savants ou des journalistes occidentaux émettent des doutes quant à la cohérence de cette double approche soviétique, la riposte est simple

11. Cf. *Le Monde*, 7 août 1973, p. 4.

12. Cf. l'exposé de Georges MOND au IX^e Congrès de l'Association internationale de science politique, 19-25 août 1973.

13. Cf. « Falsifikatory teorii naučnego komunisma i ikh bankrotstvo », *Kommunist* n° 3, mars 1972, p. 101-115.

14. Les opinions soviétiques sont exposées largement chez ARBATOV, G. A., *Ideologičeskaïa borba i sovremennyye meždunarodne otnošenïa : doktriny i organizaciya propandandy v innostrannoï politike imperalizma* (La lutte idéologique et les relations internationales contemporaines : doctrines, méthodes et organisation de la propagande dans la politique étrangère de l'impérialisme), Éd. Nauka, Moscou, 1970. Pour un autre auteur E. D. MODRZINSKAÏA (*Leninism i sovremennaïa ideologičeskaïa borba*, éd. Mysl, Moscou, 1970) : « Le trait principal de la lutte de classes qui se déroule aujourd'hui à l'échelle internationale dans tous les domaines, est qu'elle s'intensifie continuellement et qu'elle s'aggrave (...) le front du combat idéologique devient sans conteste la première ligne d'une lutte de classes la plus acharnée. »

15. En 1968, W. W. Kulski aborde la question de la coexistence pacifique avec ce que les *mass media* soviétiques appellent « subversion idéologique » ; cf. *International Politics in A Revolutionary Age*,

mais vigoureuse : toute critique des contraintes intérieures, de l'information incomplète, tout effort occidental (et chinois) tendant à informer et à éclaircir la société soviétique dans le sens contraire à la propagande et à la doctrine officielles, sont taxés de « subversion, de prolongement de la guerre froide ¹⁶ ».

Les prises de position dans la politique étrangère découlent directement de ce raisonnement. D'où la campagne diplomatique contre l'existence des stations radio qui diffusent l'information et les points de vues occidentaux vers le monde socialiste ¹⁷, d'où les obstacles, avant et pendant la conférence d'Helsinki, à un large débat portant sur la libre circulation des informations, des idées et des hommes ¹⁸; d'où le projet de la convention internationale adressé le 10 août 1972 à l'ONU s'opposant à la transmission directe des programmes radio et télévisés par l'intermédiaire des satellites ¹⁹ et tendant à empêcher l'entrée de toute information et propagande non contrôlées sur le territoire des pays socialistes ²⁰.

Si dans certains domaines socio-culturels l'on peut relever quelques éléments non conformistes ²¹ ou disons non gouvernementaux, toutes, absolument toutes les prises de positions des *mass media* soviétiques en politique étrangère résultent des consignes directes du pouvoir. La lecture des publications soviétiques ²² en donne la preuve.

éd. : J. B. Lippincott Comp., New York, 1968, pp. 429/430, 464/465 ; voir également les comptes rendus des débats de la « table ronde » des 120 journalistes soviétiques et occidentaux à Moscou sur le rôle des *mass media* : *Pravda*, 9 et 10 février 1973, p. 5/4 ; *Trybuna Ludu* : « Table ronde à Moscou – Insister sur tout ce qui rapproche », 13 février ; *Le Monde*, 11/12 février p. 2 et *Figaro*, 9 février 1973, p. 3. cf. l'article de l'ambassadeur à Paris, ABRASSIMOV, *Le Monde*, 3/4 mars 1971.

16. Cf. ARBATOV, G., *op. cit.* ; MAEVSKI, (V.), *Pravda*, 28 décembre 1972, p. 4 et *Lukasiewicz Trybuna Ludu*, 18 décembre 1972, p. 7 ; *Le Monde*, 18 septembre 1973, p. 4.
17. Cf. *Pravda*, 18 juin 1972, *Kommunist* n° 1033, avril 1972 ; *Zolnierz Wolnosci*, 17 avril 1972 ; *Trybuna Ludu* (se référant à *Washington Post*), 28 mars 1972 ; *Zolnierz Wolnosci* (attaques contre la collusion du pouvoir chinois avec la station *Radio-Liberty*), 27 mars 1972 ; cf. aussi : *Le Monde diplomatique*, mai 1972, p. 7.
18. *Rude Pravo* (10 février 1972) écrivait, par exemple : « Il n'est pas difficile de déduire que (la libre circulation des idées), c'est là le cheval de Troie que l'Ouest essaie d'introduire clandestinement dans les toutes proches négociations entre les pays européens et dans la préparation de la Conférence européenne. C'est un cheval de Troie employé comme l'instrument de subversion contre les pays socialistes. »
19. Le professeur Sakharov dira à ce propos : « Ici en URSS, nous avons été frappés par la facilité avec laquelle l'Occident a renoncé à l'idée des émissions de télévision par satellite, qui pouvaient contribuer à un plus libre échange des volumes scientifiques, artistiques et sociales » ; cf. *Le Devoir*, 25 août 1973, p. 5.
20. Cf. *Le Monde*, 12 août 1972, p. 7. Voir également l'exposé de M. T. KOZŁUK au XXIII^e Symposium international consacré aux problèmes de la coopération dans le domaine de la diffusion de l'information par l'intermédiaire des satellites (16-19 mai 1972) à Strasbourg. Le texte se trouve à l'Institut de journalisme de Varsovie (rue Nowy Swiat, 69). Cf. du même auteur l'exposé à Vienne le 8 octobre 1972 : « Legal and Political Consequences of Using Satellites for Direct Television Broadcasting ».
21. Cf. p. ex. MOND-KWIATKOWSKA, A., « Le non-conformisme dans la presse littéraire soviétique – le cas de *Novy Mir* », *L'Annuaire de l'URSS 1972-73*, Strasbourg.
22. Cf. l'article hautement significatif de Victor MAEVSKI publié dans *Journalist* n° 3, mars 1971, p. 61/62. Maevski écrit, entre autres : « La situation internationale compliquée, l'aggravation de la lutte idéologique ; les tentatives de la propagande bourgeoise pour faire renaître le climat de la guerre froide, l'intensification de la campagne anticomuniste aux États-Unis et dans certains pays de l'Europe occidentale, l'attaque contre les droits démocratiques des peuples, ainsi que la militarisation des nombreux États, – tout cela pose devant les journalistes soviétiques la nécessité de nouveaux efforts pour populariser la politique étrangère de l'URSS, ainsi que la tâche de démasquer les ennemis de la paix et du progrès (...).

L'autre aspect des *mass media*, porte-parole de la politique étrangère de l'URSS est qu'elles présentent et étayent continuellement les liens existant entre la politique étrangère et la politique intérieure²³, cette dernière devant dicter les attitudes internationales de l'URSS²⁴.

Il en résulte tout un éventail d'accusations portées contre les *mass media* et les politistes occidentaux qui sont rendus coupables par les journaux soviétiques ou polonais de fomenter les passions nationalistes²⁵, de dénigrer la seule véritable démocratie : la soviétique²⁶, de dénoncer sans fondement les persécutions inexistantes des minorités nationales ou d'intellectuels en URSS²⁷, etc.

III

Notre analyse part de la constatation des quatre phénomènes particulièrement importants de l'année 1973 et notamment :

1. Une certaine diversité de la situation en ce qui concerne tant l'URSS que les pays socialistes tels la Pologne, la Hongrie, la Tchécoslovaquie ou la RDA.
2. Ensuite, c'est le fait que dans les pays en question existent au moins deux tendances au sein même du pouvoir communiste : l'une conservatrice (allant parfois jusqu'au « néostalinisme ») l'autre réaliste, parfois quelque peu libérale, technocrate avec un penchant prononcé pour l'efficacité d'action politique et économique gouvernementale.
3. Le phénomène du développement très rapide des techniques de communication, des progrès scientifiques et économiques liés à l'accroissement de la coopération internationale dans le domaine des sciences et techniques de l'économie et même de la culture²⁸ n'a pas besoin d'être souligné. C'est la réalité de notre époque.
4. L'information et le commentaire (la propagande, dirions-nous) font partie

23. Cf. par exemple *Trybuna Ludu*, 11 mars 1972, p. 3. Selon le directeur de l'Institut polonais des Affaires internationales, « la politique étrangère dans le régime socialiste est subordonnée à la politique intérieure ; elle est l'un des instruments qui servent les transformations sociales en cours (...) ».

24. Cf. par exemple, le rapport du professeur Inozemtzev (ancien rédacteur en chef adjoint de la *Pravda*) présenté à Sofia devant la Conférence annuelle des instituts européens des relations internationales, contenant une étude de prospective avec trois variantes d'évolution possible. Dans le modèle n° 2 prévoyant « la détente freinée » (par les Occidentaux)... « les pays socialistes se verront contraints d'accorder de plus en plus d'attention à l'accroissement de leur potentiel militaire, au renforcement et au développement ultérieur des fonctions politiques et militaires de l'Organisation du Traité de Varsovie ». (cf. *Le Monde*, 18 novembre 1972, p. 6).

25. Cf. « Le nationalisme—arme de la propagande bourgeoise » dans *Affaires des journalistes* (Prague) n° 20/21, 1972, p. 13-17 ; voir aussi KORIONOV, V., *Pravda*, 21 novembre 1972, p. 4 et *ibidem* : « Le poids de la question nationale », reproduit par *Trybuna Ludu*, 13 février 1973, p. 6.

26. Cf. KERIMOV, D.A., KEIZEROV, N. M., « Nesostoyatel'nost' bourjouaznykh koncepcii demokraticii » (Faillite des conceptions bourgeoises de la démocratie). *Sovetskoe Gosudarstvo i Pravo*, janvier 1972, p. 20-29. Les auteurs soulignent que dans « toutes les théories bourgeoises la notion de la démocratie constitue un élément fondamental de la propagande anti-communiste et remplit la fonction apologetique de capitalisme ».

27. Cf. *Pravda*, 17 décembre 1970 et 13 janvier 1972. Voir surtout la collection des années soixante-dix de la *Literatournaïa, Gazeta* qui se spécialise dans ce genre d'accusation et l'article de J. MEDVEDEV dans *The Montreal Star News and Review*, 15 septembre 1973, p. 3-4.

28. Cf. ABRASIMOV, Piotr, « Coopération entre l'URSS et la France », *Le Monde*, 4 mars 1972, p. 4.

intégrante des systèmes étatiques et politiques, de même que de leur fonctionnement à l'intérieur²⁹ et à l'extérieur aussi bien du monde socialiste que du monde occidental, bien entendu.

C'est ici que se placent la possibilité et la nécessité des choix devant les tenants du pouvoir, c'est-à-dire les propriétaires de tous les moyens de l'information : est-il possible de continuer la *splendid isolation* de l'information tentée avec des succès certains dans ces pays à l'époque stalinienne ? Les régimes en place se sentent-ils assez enracinés après 55 ans (URSS) ou 28 ans (pays socialistes européens) pour se permettre un libre affrontement des deux courants d'information contradictoire, mais surtout de toute information, finalement de l'information complète ?

La question qui se pose aujourd'hui et dont les leaders socialistes sont parfaitement conscients³⁰ est de savoir s'ils jugent préférable le maintien et le développement d'un barrage d'interdictions, de répressions de brouillage des ondes, de campagnes visant la fermeture des sources particulièrement agaçantes de l'information destinée aux citoyens du glaciis soviétique, ou bien s'ils pensent qu'il est possible et préférable pour le pouvoir communiste d'accepter l'affrontement pacifique mais controversé de l'information accompagnée nécessairement de propagande qui les obligerait à augmenter très considérablement le niveau politique et intellectuel de leurs porte-parole³¹, ce qui les obligerait aussi à diminuer sensiblement les tares et les défaillances de fonctionnement du système qui, jusqu'à aujourd'hui, a un grand besoin d'être « protégé » par les tabous, les euphémismes, les commentaires remplaçant l'information, et d'autres artifices savants (ou moins savants) de l'immense et très puissante machine de l'information communiste.

* * *

Nous en avons parlé, en 1956, avec M. Gomulka à Varsovie, lorsque Stanislas Brodzki, président à l'époque de l'Union des journalistes polonais, a déclaré au chef du parti : « Nous ne voulons plus écrire à l'aveuglette, nous voulons connaître toute la vérité, l'argumentation et l'information complètes, pour pouvoir exercer notre profession avec cœur et conviction³². » Il l'a dit à Gomulka parce que ce leader

29. Lorsqu'en septembre 1971 le ministre polonais de l'Intérieur a présenté (fait très rare), un rapport sur l'action de son ministère et sur la criminalité en Pologne au Conseil des ministres, vis-à-vis de lui (fait encore plus rare) était placé le grand reporter de l'hebdomadaire *Polityka*, qui, trois mois plus tard, a publié un compte rendu de ce rapport.

Le lecteur moyen pouvait y apprendre que la puissance du camp socialiste « forçait l'impérialisme à un changement de tactique et à l'emploi plus fréquent de méthodes pacifiques de combat telles l'espionnage et la subversion. La Pologne étant l'objet de l'attention particulière de ces forces : après les changements de décembre 1970, toutefois, ces forces avaient été privées de plusieurs arguments grâce à l'amélioration de l'information qui rendait la subversion plus difficile », a dit le ministre, confirmant ainsi ce lien direct existant dans l'esprit des dirigeants communistes entre l'information et la subversion.

30. Cf. MOND, Georges, *La presse, les intellectuels et le pouvoir en URSS et dans les autres pays socialistes*, vol. III. Notes et Études documentaires, n° 3736/3737 du 13 novembre 1970, p. 80 ; voir aussi : OLSZOWSKI, Stefan, dans *Trybuna Ludu*, 10 décembre 1971, p. 3.

31. Cf. Les critiques à l'égard des commentateurs soviétiques publiées dans la *Pravda* du 25 janvier 1972, p. 3. et dans le *Journalist* (Moscou) n° 3, mars 1971, p. 61/62 ; voir également *Le Monde*, 29 janvier 1972, p. 4. L'article de la *Pravda* du 25 janvier 1972 est à comparer avec le texte publié dans *Kommunist* n° 16 de novembre 1965, pp. 32-46 qui dénonçait les défaillances de l'information et de la propagande soviétique beaucoup plus vigoureusement (G.M.).

32. Cf. MOND, Georges, « La presse de l'Europe orientale et centrale », *Revue de l'Université d'Ottawa*, n° 1, janvier-mars 1965, p. 77 et *Zeszyty Historyczne « Kultury »*, Institut Literacki, Paris, 1962, p. 11.

polonais est allé plus loin que tous les dirigeants communistes dans la reconnaissance publique (mais non publiée) du rôle de la presse et des journalistes :

La presse comme puissant facteur de formation de l'opinion publique doit avoir de larges possibilités d'influencer la direction du parti. La presse, en effet, est souvent plus proche et peut-être plus profondément liée à la société par sa voix, par l'ensemble de ses collaborateurs et par son attitude. Elle doit et elle peut influencer le parti à tous les échelons³³.

Les dirigeants soviétiques ne sont jamais allés si loin, bien que les journalistes soviétiques soient mieux intégrés à l'appareil du parti que leurs collègues polonais, hongrois ou yougoslaves. Pour Léonide Brejnev, la presse, la radio et la télévision sont « de puissants instruments du parti dans sa lutte contre le capitalisme » et les journalistes, « c'est la richesse du parti qu'il faut ménager, faire fructifier avec soin et utiliser d'une manière judicieuse³⁴ ».

Au moment de la démocratisation polonaise consécutive aux événements de Gdansk et Szczecin et à la prise de pouvoir par Gierek, le point de vue officiel en la matière est le suivant :

Les moyens de l'information et de la propagande sont les instruments qui se trouvent non seulement directement entre les mains du parti mais qui participent également à la réalisation du programme du parti³⁵.

Les dirigeants communistes ont ainsi fait des moyens de l'information l'instrument du pouvoir et en ont systématiquement (bien qu'inconsciemment) abaissé la capacité d'argumentation et de persuasion – tout en voulant faire le contraire. Les médiocrités fidèles ont occupé le devant de la scène dans les rédactions³⁶, les rares grands talents devant s'effacer par la force du choix fondamental. Cependant, la coexistence, l'apparition – malgré tout – d'un courant plus lucide et réaliste à la direction des pays en question (bien que ce courant soit aujourd'hui en minorité incontestable), et le fait que même les conservateurs sont conscients de la pénétration d'une information (aussi bien chinoise, trotskiste, qu'occidentale) qui échappe au contrôle, tout cela pousse les directions des partis concernés à repenser le problème.

Soulignons en même temps que les intellectuels qui régissent les moyens de l'information dans les pays socialistes ne sont pas aussi bien intégrés à l'appareil du parti (sauf en RDA) qu'en Union soviétique³⁷. Ils ne sont ni professionnellement ni

33. Le discours de Gomulka devant les rédacteurs en chef des journaux et de la radio réunis au siège du Comité central du parti, le 29 octobre 1956 ; voir MOND, Georges, *6 Lat Temu... Kulisy Polskiego Paziernika* (Il y a six ans ; les dessous de l'Octobre polonais), Institut Literacki, Paris, 1962, p. 70.

34. Cf. *Pravda* (Moscou), 30 mars 1966, p. 9 et 31 mars 1971 p. 3 et *passim*.

35. Cf. « Uchwala VI Kongresu PZPR » (Motion du VI^e Congrès du POUF) publiée par *Trybuna Ludu*, décembre 1971, p. 25 et déclaration de Stefan OLSZOWSKI, membre du Bureau politique, dans *Trybuna Ludu*, 9 novembre 1971, p. 4. Voir aussi KWIATKOWSKI (Z.) dans *Zycie Literackie* de Cracovie, 7 et 21 novembre 1971.

36. Cf. Edward OCHAB, ancien premier secrétaire du Comité central du POUF qui, parlant de « l'asservissement de la presse et des moyens d'information » a demandé qu'on veille « particulièrement à ce que soient éliminés des postes de direction dans la presse, dans l'édition et dans les moyens d'information, les arrivistes sans moralité » (...) « L'opinion publique... n'a que du mépris à l'égard de ces arrivistes vendus dont la langue dément la pensée. » (Cf. *Le Monde*, 7 décembre 1971, p. 1).

37. En 1972, 78% sur 50 300 journalistes soviétiques sont membres du parti. Parmi les 534 délégués au III^e Congrès de l'Union des journalistes de l'URSS, 527 appartenaient au parti dont 13 étaient membres du Comité central du PCUS et 184 membres des Comités centraux des 15 Républiques fédérées. Cf. *Journalist* (Moscou) n° 1, janvier 1972, p. 14 et 17.

psychologiquement préparés à affronter efficacement et publiquement la controverse. L'habitude de remplacer l'argument par l'épithète, par l'euphémisme ou le silence agrémenté de considérations en dehors du sujet, est encore très fortement enracinée chez maints commentateurs peu désireux de s'exposer à l'incompréhension et aux foudres des dirigeants de la propagande et de la presse au Comité central.

C'est ainsi que la haute direction des partis en question a jugé longtemps nécessaire et tactiquement bien fondé d'essayer de bloquer l'entrée de toute information non contrôlée.

* * *

Ce qui en URSS faisait partie de l'habitude et de la tradition, dans les autres pays soulevait un malaise beaucoup plus grand. *Tout le monde, en effet, était conscient d'une double défaillance : celle de l'information et celle de la situation socio-politique réelle*, qui les handicapaient dans l'éventuel affrontement ouvert avec leurs adversaires occidentaux ou avec les autres opposants à l'intérieur ou à l'extérieur du glaxis.

Citons à ce propos M. Kakol, membre suppléant du Comité central du parti ouvrier unifié polonais (POUP) et doyen de l'Institut de journalisme de Varsovie qui, dans un débat retentissant sur la subversion anticommuniste, a déclaré notamment :

Je ne suis absolument pas d'accord avec Janusz Koleczynski qui affirme que le danger fondamental de la propagande ennemie consiste dans le processus d'influencer l'élite intellectuelle de la société et d'inciter les milieux créateurs à s'opposer au pouvoir populaire. À mon avis, la direction essentielle de l'attaque ennemie et le danger principal qui peut nous menacer, c'est l'influence de la propagande sur le consommateur moyen.

Pour obtenir des résultats positifs dans la lutte contre la subversion de l'ennemi, il faut donc éliminer les défauts dans le domaine de l'information et de la propagande, ainsi que dans la politique des cadres³⁸. Cette tâche ne pose pas de problèmes majeurs, si nous partons des principes suivants :

1. *On ne peut rien cacher dans la société contemporaine ; le premier qui communique une information acquiert le droit de l'interpréter et de la commenter.*
2. Pratiquement, nous n'avons pas beaucoup de choses à cacher.
3. Notre nation est vraiment attachée au socialisme et engagée dans le processus de sa construction.

L'élimination des défauts de la politique idéologique a une importance principale, souligne M. Kakol, « car au cours de la subversion idéologique, l'adversaire ne présente aucun programme positif, mais dans sa propagande il s'appuie sur nos fautes et nos erreurs³⁹ ».

Pour M. Golebiowski, en 1972, directeur adjoint du Département de la presse et de la propagande au Comité central du POUP, le danger principal de la subversion se trouve « dans ces milieux du pays qui agissent contre le parti, contre la dictature du prolétariat et les classes laborieuses ».

38. Remarquons que les critiques de M. OCHAB s'adressaient à M. Kakol et ses amis, tandis que M. Kakol parlant de la « politique des cadres » avait à l'esprit les amis de M. Ochab, représentants du courant plus libéral, bien qu'autrefois staliniens.

39. Cf. KAKOL, Kazimierz, dans *Miesiecznik Literacki* n° 9, octobre 1968, p. 98 et *passim*.

Selon le principe que la politique des centres étrangers consiste avant tout à trouver et à entretenir des liens avec l'intérieur du pays, la contrepropagande doit viser surtout ces milieux-là. « Si, par exemple, *Europe-Libre* lance certaines thèses ou certains objectifs d'attaque, il nous faut y voir les indices généraux de ce qui se passe dans les milieux de subversion de notre pays. » Pour illustrer sa thèse, M. Golebiowski cite deux événements : le manifeste des évêques polonais en 1965 et les manifestations estudiantines au mois de mars 1968. Selon l'orateur, l'analyse de ces deux cas permet de conclure qu'il existe une coopération étroite entre la subversion antipolonaise de la radio étrangère et les initiatives des centres de réaction en Pologne, dans le domaine de l'idéologie et de la propagande.

Il n'y a donc pas ici de place pour la confrontation idéologique. Il faut, au contraire, lutter avec les mensonges politiques présents dans presque toute la presse impérialiste.

Les deux exemples donnés en septembre 1968 par ce haut fonctionnaire du Comité central se sont révélés plus tard très mal choisis, en se transformant en d'excellents contre-arguments visant la thèse de M. Golebiowski sur la « subversion impérialiste ». Il s'est trouvé, en effet, que les évêques polonais étaient précurseurs de la politique acceptée par Gomulka lui-même après le 17 mai 1970 et que les attaques contre l'épiscopat polonais étaient montées de toutes pièces. L'appréciation officielle des manifestations d'étudiants de 1968 s'est également modifiée en 1971. La « subversion » des émetteurs occidentaux n'était donc rien de plus qu'information exacte remplaçant ou complétant l'information officielle⁴⁰.

Précisons que l'information et le commentaire (la propagande) diffusés par les moyens de l'information communistes (socialistes) ont pour but essentiel et avoué d'influencer les sociétés des pays concernés et de *former la conscience socialiste de la population*⁴¹.

Vue de Moscou ou de Berlin la subversion et, plus largement, la guerre psychologique commencent lorsque des moyens de l'information (à l'intérieur ou à l'extérieur) mettent en question, contestent, rendent plus difficile ou essaient d'empêcher l'action des *mass media* officielles tendant à « former la conscience socialiste de la société » et à faire prévaloir la justesse de la politique du parti au pouvoir⁴².

C'est dans cette ligne du raisonnement politique que le plus célèbre commentateur en RDA de la télévision est-allemande, M. Karl-Edouard von Schnitzler a déclaré : « À la télévision nous ne discutons pas avec nos ennemis et les oppositionnels ; c'est devant nos tribunaux qu'ils s'expliquent⁴³. »

L'exemple de la RDA et de l'URSS, bien entendu, est le plus flagrant puisqu'en

40. Cf. *Notes et Études documentaires*, n° 3790-3791, 17 mai 1971 et WEIT, Erwin, *Dans l'ombre de Gomulka*, Éd. R. Laffont, Paris, 1971, p. 91-113.

41. Cf. *Pravda* 31 mars, 1, 2 et 3 avril 1971 ; *Prasa Polska* n° 1, janvier 1972, p. 6 ; selon IRRITZ, Gerd, dans *Neues Deutschland* du 29 août 1968 : « La presse socialiste ne peut en aucun cas être « libre » en ce sens qu'elle désoriente la conscience socialiste... La presse socialiste est libre (...) quand elle reproduit spirituellement les contenus socialistes de la réalité, c'est-à-dire que les problèmes du développement de la nouvelle société sont traités constructivement et quand elle (la presse) fonctionne en tant qu'intermédiaire entre le parti et le peuple. » Voir aussi : *Le Monde*, 20/21 septembre 1970, p. 5.

42. Cf. « Uchwala VI Kongresu PZPR », *Trybuna Ludu*, déc. 1971, p. 25 et 21 janvier 1972, p. 1.

43. Cf. *Deutsche Fragen*, n° 6, (Berlin), juin 1968, p. 117 et *Der Journalist* n° 4, avril 1970, pp. 6-9. Le problème de poursuites judiciaires des opposants et non conformistes est largement traité dans l'article des juges Günter SARGE et Fritz MUHLBERGER dans *Neue Justiz* n° 20, octobre 1969, pp. 625-630.

Pologne, en Hongrie ou en Yougoslavie, les « dissidents »⁴⁴ ou les opposants (toujours très mal vus) ont certaines possibilités de discussion, certes fort limitées mais néanmoins existantes et qui ne les conduisent pas immédiatement devant un tribunal.

Cependant, entre 1968 et 1972, l'interprétation fort élargie de la notion de subversion était à peu près partout de rigueur. Cela s'exprimait par les condamnations particulièrement sévères de tout groupe rédigeant et diffusant des tracts ou bulletins oppositionnels tels les anciens militants du « printemps de Prague » ou les universitaires polonais du groupe dit *Ruch*, qui ont réussi entre 1969 et 1970 à éditer et diffuser 13 numéros d'un bulletin d'opposition⁴⁵, sans parler du cas des rédacteurs de la *Chronique des événements en cours* de Moscou : Yakir et Krasin, condamnés le 1^{er} septembre 1973, à six ans de prison chacun, peines réduites par la Cour d'appel à un an et quatre mois pour Yakir, et un an et un mois pour Krassin.

L'exemple fort significatif de l'interprétation élargie de la notion de « subversion » nous est donné par l'autre grand spécialiste de la « guerre idéologique », Andrzej Werblan, en 1972 membre du Comité central du POUF et rédacteur en chef de l'organe théorique du parti, *Nowe Drogi*, qui, en 1968, insistait sur le fait que :

La lutte que nous menons dans le pays est beaucoup plus importante que celle que nous sommes obligés de continuer à l'étranger. Les centres étrangers sont dangereux, dans la mesure où ils peuvent s'appuyer sur les groupes et les mouvements existant dans le pays. Ce phénomène était facile à observer durant les événements du mois de mars 1968. Il a suffi que 400 étudiants se rassemblent dans la salle de l'École polytechnique et lancent un appel à la grève d'occupation, pour que la radio *Europe Libre*, trois heures plus tard⁴⁶, répande sur les ondes, sans arrêt, cet appel, en donnant un nombre multiplié d'étudiants grévistes.

Sans cet appui venant de l'étranger, tout mouvement réactionnaire dans notre pays serait resté limité à son terrain propre, cela veut dire qu'il serait ce qu'il représente effectivement⁴⁷.

Or, le 24 janvier 1971, le même sujet a été abordé par le nouveau chef du parti, Gierek, pendant son célèbre entretien avec les ouvriers-grévistes de Szczecin. Tout en acceptant maintes revendications ouvrières, Gierek s'est fermement opposé à leur publication, de crainte qu'elles ne soient reprises par d'autres usines et villes : « Ce serait un appel, vous savez, à tous les ouvriers, faites la même chose que nous, n'est-ce pas⁴⁸. »

44. Pour Vladimir BOLCHAKOV dans la *Pravda* du 13 janvier 1972 (p. 4.) « les dissidents servent d'instrument de subversion idéologique ». Les conséquences judiciaires en ont résulté.

45. Cf. *Trybuna Ludu*, 23 juin 1971, p. 4 ; 9 juillet 1971, p. 4 ; 22 et 24 septembre 1971 p. 4 (dans aucune de ces informations, il n'est mentionné que les accusés ont publié 13 numéros du Bulletin d'opposition ; nous l'avons appris de l'acte d'accusation publié dans... *Na Antenie* (Londres), n° 2, février 1972, p. 6).

46. Remarquons qu'en décembre 1970, lorsque les émeutes ouvrières ont commencé à la côte Baltique, 57% des 254 Polonais interviewés à ce sujet ont répondu que la première information sur la révolte de Gdansk leur est venue de la radio *Free Europe*, 12% l'ont apprise des autres émissions occidentales et 8% seulement ont affirmé que la première information sur ces événements leur est arrivée de la presse ou de la radio polonaises. Aucun d'entre ces Polonais ne l'a apprise de la télévision polonaise. Ainsi, l'écoute des radios occidentales entre décembre 1970 et mars 1971 a augmenté pour *Free Europe* de 50 à 83%, pour *Voice of America* de 24 à 34%, tandis que ce pourcentage a diminué pour la radio de Paris de 8 à 4% ; pour la *R.T.L.* de 22 à 21% ; et restait, pour la *B.B.C.*, inchangé : 25%.

47. Cf. *Miesiecznik Literacki*, octobre 1968, p. 101 et *passim*.

48. Cf. *Pologne 24 janvier 1971 : Gierek face aux grévistes de Szczecin*, Procès-verbal de la rencontre entre Edouard Gierek et les ouvriers des chantiers navals, enregistré par les participants du débat ; Éd. S.E.L.I.O., 87, rue du Fbg St-Denis, Paris, pp. 72 ; voir aussi pp. 30, 51, 126, 147-149.

Sur cet exemple, on voit qu'un élément jugé essentiel par le pouvoir – même « libéralisant » – est de bloquer toute information sur opposition, contestation, grève, manifestation, de peur (avouée) que ce phénomène ne prenne des dimensions dangereuses pour le régime. La diffusion de telle information pourtant véridique et d'usage à l'Occident, est considérée comme une action hostile (d'où la campagne contre la radio *Free Europe* particulièrement bien informée et écoutée dans les pays socialistes⁴⁹).

Après *l'opposition à la formation par les « mass media » de la conscience socialiste du peuple*, nous arrivons ainsi à dégager le second critère du caractère subversif ou non, de l'information; celui de *complication courante de l'exercice du pouvoir et de la gestion aux moments difficiles*, où le parti aurait préféré garder secrètes les informations sur les événements se déroulant dans telle ou telle ville ou entreprise.

* * *

La lecture des publications soviétiques⁵⁰, polonaises ou est-allemandes, permet de constater l'existence de plusieurs nuances sémantiques allant jusqu'aux questions de fond. Tout d'abord, il faut distinguer la « subversion » de la « confrontation idéologique », celle-ci signifiant une acceptation implicite de la coexistence, la première contenant le refus de dialogue, de la coexistence de fait.

Comme nous l'avons dit, là où il s'agit de considérations d'ordre international,

49. Il est significatif à ce propos de relever les résultats d'un sondage effectué entre juin 1971 et février 1972 parmi les 5 367 citoyens des pays socialistes européens séjournant en Europe occidentale avant de retourner à l'Est. Ils ont, en effet, déclaré écouter régulièrement les stations radio occidentales suivantes selon *Radio Free Europe Audience and Public Opinion Research Department*, février 1972 :

	Voice of America	(C.R.T.F.) Radio-Paris	(R.T.L.) Luxembourg	Free Europe	B.B.C.
Bulgares	22%	4%	12%	46% (Munich)	23% (Londres)
Hongrois	18%	2%	12%	53%	25%
Polonais	24%	8%	22%	50%	25%
Roumains	18%	14%	9%	55%	22%
Tchèques					
Slovaques	22%	2%	26%	45%	23%

Ajoutons encore que *toutes les sources* qui nous sont accessibles convergent sur l'affirmation qu'au moment de l'épanouissement de l'information en Pologne (1956/57) et en Tchécoslovaquie (printemps 1968) l'écoute des radios occidentales (mais surtout de l'*Europe Libre*) a très sensiblement diminué.

50. Cf. p. ex. KERIMOV, D. A., TCHEKHARINE, E. M., *Socialisticcheskaïa Demokracia i Sovremennaja Ideologičeskaya Borba* (La démocratie socialiste et la lutte idéologique contemporaine) Moscou, 1970, éd. Jurid. Litisdat, 253p. ; KERIMOV, D. A., KEIZEROV, N. M., « Nesostoyatel'nost burzuažnykh konceptzi demokrati » (La faillite des conceptions bourgeoises de la démocratie), *Sovetskoe Gosudarstvo i Pravo* n° 1, janvier 1972, pp. 20–29 ; — BIRIOUKOV, I., « Socialisticcheskaïa integracia i nesostoyatel'nost' yei kritikov » (L'intégration socialiste et l'inconsistance de ses détracteurs), *Pravda*, 1^{er} mars 1972, p. 41 ; — TCHIKHVADZE, V. M., ZIVS, S. L., « Les nouvelles tendances de la soviétologie juridique et nos objectifs », *Sovetskoe Gosudarstvo i Pravo* n° 3, mars 1967, pp. 54–64 ; — BOLCHAKOV, Vladimir, « Podrivnaïa Strategia Voyny umov » (Stratégie subversive de la guerre des esprits), *Pravda*, 13 janvier 1972, p. 4 ; — KHATCHATUROV, Karen, *Ideologičeskaja Diversia pod vidom informacii* (La subversion idéologique sous la couverture de l'information), izdatelstvo Nauka, Moscou, 1970 ; et du même auteur, « Moyens et buts infâmes » dans *Le Journaliste démocratique* n° 6, juin 1971, pp. 16–18 ; — MAEVSKI, Victor, le rôle des correspondants étrangers soviétiques, *Journalist* (Moscou) n° 3, mars 1971, p. 61/62.

c'est le ton de coexistence qui domine⁵¹ ; là où la situation à l'intérieur d'un pays ou du bloc socialiste est en jeu, c'est l'accusation de subversion qui est d'usage.

Lorsqu'il s'agit de la subversion, la réaction quasi automatique est de tendre au blocage des sources de l'information, aux protestations fermes, aux actions policières, au brouillage des ondes, etc. Et ce sont les conservateurs qui se distinguent alors.

Lorsqu'il s'agit de l'affrontement idéologique donc de la coexistence, ce sont les meilleurs intellectuels (mais aussi les plus dévoués au parti) qui publient les articles dans la presse occidentale, qui participent aux tables rondes, aux séminaires (organisés sous la réserve de ne pas publier les textes des discours prononcés), aux Congrès, etc. Les plus intelligents et « ouverts » vont sur « le front » de la politique étrangère comme, par exemple, Mieczyslaw Rakowski, nommé ambassadeur de Pologne à Bonn (cf. son article dans *Polityka* du 30 juin 1973, p. 12), ou comme A. Yakovlev, nommé ambassadeur de l'URSS à Ottawa après avoir écrit – en tant que chef adjoint du Département de propagande au Comité central du PCUS – un article condamnant le sectarisme et le nationalisme grand russe dans la *Literatournaïa Gazeta* du 15 novembre 1972 ; (voir également *L'Est européen*, n° 129, juillet-août 1973, p. 12). Les spécialistes avisés savent très bien que le contenu des conversations (et parfois leur ton) est différent selon qu'on s'entretient avec les Rumiantsev, Rakowski, Yakoviev, Polevoj, Sakharov, Jan Szczepanski ou autres intellectuels soviétiques ou polonais de taille, ou que l'on parle avec Joukov, Udaltsov, Kraminov, Lukaviec, Maciej Szczepanski, Barecki ou autres tenants de la ligne dure.

Le correspondant du *Monde* à Moscou le généralise ainsi :

L'ouverture en politique extérieure, l'intense activité de la diplomatie soviétique dans ses contacts avec l'Occident, s'accompagnent à l'intérieur d'un resserrement marqué de la discipline non seulement idéologique, mais intellectuelle en général⁵².

Les remarques d'Alfred Grosser, professeur à l'IEP de Paris, exprimées en 1970, gardent à notre avis toute leur actualité lorsqu'il constate après son retour de Léninegrad :

Chez certains interlocuteurs les certitudes sont manifestement totales et l'interrogation est absente. Mais chez combien d'autres, une fois terminée la proclamation de vérités officielles, transparaît le désir de concilier la conviction inébranlable et les faits qu'on accepte de reconnaître contraires au système idéologique estimé vrai?⁵³

Au colloque de Léninegrad, le professeur Grosser a souligné⁵⁴ l'importance de l'information, affirmant qu'un échange culturel signifie tout d'abord un échange de l'information objective concernant les deux parties en présence. De ce point de vue, il

51. Cf. par exemple, DOERNBERG, Stefan, « Pour la sécurité et la coopération des peuples d'Europe », *Correspondance de politique étrangère*, n° 5, 14 février 1972, p. 32, où nous pouvons lire : « La délégation du comité de la RDA pour la sécurité européenne, a contribué activement au succès de la rencontre consultative de Bruxelles. Ce comité qui représente toutes les couches de la population de la RDA unira ses efforts à ceux de toutes les autres forces pacifiques de notre continent, sans égard à leurs positions politiques ou philosophiques, pour faire du forum de l'opinion européenne un mouvement qui représente largement les peuples de notre continent. »

52. Cf. JACOB, A., *Le Monde*, 24 juin 1972 p. 4 ; cf. également FAY, V., *Le Monde Diplomatique*, février 1973, p. 4 et surtout la déclaration du professeur Sakharov en août et septembre 1973.

53. Cf. *Le Monde*, 1^{er} juillet 1970, p. 4.

54. Cf. *Bergedorfer Gesprächskreis zu Fragen der freien industriellen Gesellschaft*, Protokoll n° 36, p. 11 (« Europäische Sicherheit und Möglichkeiten der Zusammenarbeit »).

a considéré « défavorablement le système de l'information dans les pays de l'Est européen ».

Au cours de la discussion, M. Kraminov, rédacteur en chef de l'hebdomadaire *Za Rubiejom* et vice-président de l'Union internationale des journalistes a déclaré à ce sujet :

Quand on prend en main notre presse on voit que nous aussi ne sommes pas tout à fait innocents ; dans la passion des polémiques, il arrive parfois des remarques qui ne sont pas toujours raisonnables. Cependant il faut constater que notre « contribution » en comparaison avec le flot de la propagande fausse et nuisible qui paraît dans vos journaux (c'est-à-dire occidentaux) est très limitée⁵⁵.

Pour clore ce passage sur la diversité des attitudes et l'importance des significations sémantiques, citons encore la conclusion d'un autre participant au colloque de Léninegrad après une longue polémique au sujet du caractère de l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie (M. Kraminov était d'avis que cette intervention avait le même caractère de « libération » qu'en 1945 en Allemagne).

C'est à ce propos que le Docteur Kurt Gasteyer a constaté l'existence de divergences d'appréciation très profondes :

ce qui est pour l'un la libération est pour l'autre l'occupation ; ce qui est pour l'un la stabilisation de la paix en Europe est pour l'autre une menace de cette paix⁵⁶.

Mesurer l'étendue des divergences et des nuances entre ces deux revers de la même médaille dite information : subversion, d'une part, et coexistence (confrontation idéologique), d'autre part, est aborder une épaisse étude tout à fait distincte. Contentons-nous d'affirmer qu'une certaine diversité commence à s'esquisser malgré tout dans ce domaine.

Par ailleurs, certains dirigeants se sont rendus compte qu'aussi longtemps qu'un équilibre de forces nucléaires est gardé, l'affrontement idéologique basé sur la circulation des informations et des idées impossibles à empêcher, est finalement inévitable.

* * *

Depuis 1968, en effet, les idéologues soviétiques et polonais surtout, mais aussi hongrois, est-allemands et tchécoslovaques essaient d'établir des *critères distinctifs de délimitation entre la confrontation idéologique et la subversion*.

Les publications soviétiques des années soixante-dix sont à ce propos significatives. Tout en affirmant la nécessité de la coexistence pacifique, Arbatov, Modrzinskaïa, ou Iouri Joukov ont une tendance à élargir démesurément la sphère « subversive » tout en réduisant le secteur « confrontation idéologique loyale ».

Cela est net chez Arbatov qui écrit :

L'acceptation de la nécessité et du caractère inévitable de la lutte idéologique ne signifie cependant pas que la propagande libre, l'action libre tendant à influencer la conscience des gens soit compatible avec la coexistence pacifique...

Une toute autre chose est la propagande de guerre, de haine à l'égard des autres peuples, propagande de diffamations et d'excitation ; ce n'est plus une controverse intellectuelle mais l'action subversive et l'immixtion dans les affaires intérieures des autres pays⁵⁷.

55. Cf. *ibidem*, p. 29.

56. Cf. *ibidem*, pp. 59, 71 et 75.

57. Cf. ARBATOV, *op. cit.*

Ainsi, par exemple, la controverse entre Kurt Gasteyger et D. Kraminov, que nous venons de citer, tombe sous le coup de « propagande de diffamation ».

Si les journalistes ne sont pas très précis dans leur vocabulaire antiimpérialiste, les scientifiques (Arbatov, Modrzinskaïa) ne le sont pas non plus.

C'est un auteur polonais qui reproche courtoisement à Arbatov la confusion de telles expressions, à savoir : « la propagande internationale », « la propagande politique vers l'étranger », « l'information internationale » et « la guerre psychologique »⁵⁸. Arbatov distingue la « lutte idéologique » (admissible) de la « guerre psychologique », cette dernière ayant un sens péjoratif⁵⁹.

La question de distinction entre la subversion et l'affrontement idéologique, entre la lutte idéologique et la guerre psychologique, se pose surtout dans le domaine des contacts scientifiques et culturels avec l'Occident. Andrzej Werblan reconnaît cependant « qu'il n'existe pas de recette pour tracer sans faute la frontière entre la confrontation idéologique et la subversion. « Il faut donc, dit-il, que les personnes qui participent à de telles rencontres sachent le faire en pratique⁶⁰. »

Certes, entre 1968 et 1972, la notion de la « lutte idéologique » évoluait vers la « lutte renforcée », puis vers la « subversion » et la « guerre idéologique »⁶¹ devant consolider quelque peu ce « front »⁶² de la contrepropagande et repousser le poids de la culpabilité sur les « calomnieurs impérialistes », leurs « méthodes subversives » et leur « bavardage provocateur »⁶³.

Néanmoins, ces derniers mois apportent certains éléments nouveaux. Tout d'abord, il devient de plus en plus clair que les Occidentaux n'ont pas grande envie de mener une guerre psychologique ; au contraire (le cas de la France mais aussi des États-Unis est significatif), il y a une tentation de laisser aux pouvoirs des pays socialistes le monopole de l'information dont ils sont tellement soucieux. Jean Schwoebel écrit à ce propos dans le *Monde* du 4 octobre 1973 (p. 8) : « En ce qui concerne les contacts humains, les échanges d'information et le respect des droits de l'homme, un compromis est d'autant plus plausible que les Occidentaux n'ont ni la possibilité ni vraiment le désir d'exiger des mesures très audacieuses. »

Pour la France, cela se reflète déjà dans la diminution du nombre d'auditeurs de l'ORTF à l'Est de l'Oder-Neisse⁶⁴. En même temps la coopération et l'échange des programmes radio et télévisés s'accroissent ; les officiels de l'Est arrivent déjà à faire pression sur les responsables français, à leur montrer des « listes noires » de personnalités mal vues à l'Est, etc. Cependant, à une telle capitulation, il y a des

58. Cf. GAWRAK, W., *Pravo i Zycie*, 4 février 1973, p. 6.

59. Cf. MODRZINSKAÏA, *op. cit.*, Moscou, 1970.

60. Cf. article cité dans *Miesiecznik Literacki*, septembre 1968, p. 101 et *passim*.

61. Cf. HÜBNER, Peter, « Zur lage der nonkonformen literarischen Inteligen in der UDSSR - von der Unmöglichkeit der « ideologischen Koexistenz » bis zum « Ideologischen Krieg », *Osteuropa* n° 10, octobre 1971, p. 751-772 ; et *Pravda*, 13 janvier 1972, p. 4.

62. Cf. l'article de Léonid SOBOLEV dans la *Literatournaïa Gazeta* n° 13, mars 1970, p. 5, fort significatif pour l'emploi d'un vocabulaire militaire dans l'idéologie.

63. Cf. *Pravda*, 1^{er} mars 1972, p. 4 et *Sovetskoe Gosudarstvo i Pravo* n° 1, 1972, p. 20-29 ; voir aussi JOUKOV, I., « Mečty i Razočarovania' yastrebov' » (Rêves et déceptions des faucons), *Pravda*, 5 janvier 1973, p. 4.

64. Voir les renvois n°s 46 et 49 sur l'audience de certaines radios occidentales.

résistances solides à l'Occident⁶⁵ où l'on s'interroge sur les conséquences socio-politiques et diplomatiques d'un tel recul unilatéral sans contrepartie. Il est notoire, en effet, que ni la presse ni les radios des pays socialistes émettant vers l'étranger n'ont renoncé à diffuser leurs opinions et leurs informations vues de Moscou⁶⁶ ou de Pékin, par exemple.

IV

Quoi qu'il en soit, en attendant les résultats de l'offensive sur le front antiimpérialiste de la guerre psychologique, les dirigeants communistes préparent le « second front » de loin le plus intéressant – une sorte de variante pour le cas où les Occidentaux ne se laisseraient pas acculer à l'interdiction de toute information et de tout commentaire qui déplairaient aux autorités des pays socialistes, ainsi que pour le cas où le développement des techniques les obligerait à accepter largement un affrontement de propagandes⁶⁷.

Nous en avons annoncé les « premières hirondelles » dans notre étude de 1970⁶⁸. Les présidents des comités d'État à la Radio et à la Télévision avaient soulevé cette question et cette « menace » déjà en 1968/69.

Parmi d'autres signes de l'ouverture de ce second front relevons un questionnaire distribué aux journalistes polonais, où ils se sont vu questionner sur les mesures à prendre dans la perspective « d'introduction prochaine et totale des programmes idéologiquement étrangers, pour prendre à temps les décisions appropriées de contre-action⁶⁹ ». Un an plus tard, les réponses des journalistes n'ont pas encore été publiées.

D'autre part, en 1971/1972, les plus hautes instances du parti en URSS, en Pologne et ailleurs, ont consacré de nombreuses réunions et discussions pour mettre sur pied tout un système de formation des nouveaux journalistes de talent⁷⁰, capables de polémiquer et d'utiliser des arguments au lieu d'épithètes. À l'École supérieure des cadres du parti de Moscou, à l'Institut de journalisme de Varsovie, on utilise depuis

65. Cf. Un excellent article de Jean-Paul BLEU dans la *Nation* du 13 janvier 1971 (p. 8) où cet universitaire explique pourquoi la politique d'ouverture vers l'Est est bien fondée sans pour autant mener à une capitulation.

66. Voir à ce propos le commentaire de JOUKOV-CHEDIKH au sujet de la campagne électorale en France, publié dans la *Pravda*, 9 février 1973, p. 4, intitulé « Postoyannaïa Politika ». Selon *The Daily Telegraph*, « L'Union soviétique a augmenté de 15% le volume de ses émissions vers l'étranger durant les quatre dernières années et la radio soviétique émet en soixante-dix-huit langues, soit neuf de plus qu'en 1967. » « Le temps alloué aux émissions vers les différentes régions du monde varie en fonction de la situation politique. Les programmes vers l'Asie et l'Afrique ont augmenté de 25%, ceux qui sont destinés à l'Europe de 3%. Récemment l'URSS a quadruplé le volume de ses émissions vers la Roumanie. Vers la Yougoslavie et l'Albanie, les émissions ont augmenté d'un tiers, tout comme celles en tchèque et en slovaque après 1968. » (Cf. *Le Monde*, 15/16 août 1971, p. 3, et *Z anteny PR i Ekranu TV Varsovie*, 1972, Ed. de la Radio et de la Télévision, p. 154-157 et 165 et *passim*).

67. Cf. La déclaration de M. Olszowski, membre du Bureau politique et ministre des Affaires étrangères de la République populaire de Pologne : « Nous avons devant nous une confrontation de propagande avec l'impérialisme résultant de l'évolution des techniques de propagande, des communications par satellites, etc., *Trybuna Ludu*, 10 décembre 1971, p. 3.

68. Cf. MOND, Georges, *La presse, les intellectuels et le pouvoir en Union soviétique et dans les autres pays socialistes*, *Notes et Études documentaires*, n° 3679, 3729 et 3736, Paris, *Documentation française*, 29 Quai Voltaire, Paris 7^e.

69. Cf. *Journalist* (Moscou) décembre 1972 et janvier 1973 ; *Prasa Polska* n° 1, janvier 1971.

70. Cf. *Prasa Polska* n° 1, janvier 1972, p. 20 ; mars 1972, p. 14-16 ; *Trybuna Ludu*, 9 décembre 1971, p. 6 et *Journalist*, octobre et novembre 1972.

1971 les textes des émissions « subversives » des *Radio Liberty*, *Free Europe* ou *Voice of America* pour développer une contre-argumentation solidement étayée durant des séminaires. Cette méthode cependant n'est pas encore très approfondie; des oppositions de différents côtés se faisant jour, de même que les étudiants n'osant pas encore aller jusqu'au bout des raisonnements appropriés. Mais les débuts sont faits.

Le sujet est énorme. Toujours est-il que les grands moyens politiques, financiers et techniques sont en train d'être utilisés pour s'assurer que l'inévitable affrontement des informations face à l'opinion publique sera couronné de succès. Une telle décision en soi est fondamentale si elle était suivie de mesures d'exécution.

D'ailleurs, ce second front, ou plutôt dirions-nous *cette tactique de rechange*, est interchangeable, elle « coexiste » déjà avec la tactique d'isolement de l'information non officielle et de barrages préventifs⁷¹. Les deux tactiques sont utilisées en RDA, partiellement en Pologne depuis 1971 et en Hongrie.

Tout en poursuivant les attaques⁷² sur le front antisubversion avec une violence à peine quelque peu atténuée, se multiplient les déclarations prônant la justesse et le bien-fondé de la coopération, de la détente surtout politique et surtout dans la sphère de la politique étrangère.

Les articles déjà cités de l'ambassadeur Abrassimov⁷³, et l'interview de Gyorgy Aczel dans *Le Monde*, en sont de bons exemples, Aczel, en effet, déclare :

Nous n'ignorons pas que le renforcement de la coexistence pacifique des États à systèmes politiques différents renforce en même temps la confrontation idéologique. Forts de la justesse de nos idées, nous acceptons cette confrontation, la comparaison de notre forme de vie, de nos perspectives, car nous sommes convaincus que l'avenir est au socialisme⁷⁴.

La suite de ce débat devant se dérouler le 28 mars 1973 à la télévision française et hongroise simultanément, dans le cadre de l'émission *À armes égales*, où le secrétaire général de l'UDR, Alain Peyrefitte, devait être l'adversaire de G. Aczel, le remplacement de M. Peyrefitte par son adjoint Sanguinetti est devenu prétexte pour les dirigeants hongrois de refuser ce débat, ce qui confirmerait notre thèse sur l'existence de deux tendances au sein même du pouvoir dans les pays socialistes.

Dans le contexte de l'avenir du socialisme, la tactique de confrontation publique s'impose également – et même surtout – face à l'information chinoise et prochinoise (albanaise, par exemple) qui part de la même base idéologique et qui oblige donc ses adversaires soviétiques et prosoviétiques à faire front d'argumentation aussi bien face à l'Occident qu'envers toutes sortes de commentaires marxistes, maoïstes ou trotskistes.

71. Voici l'exemple typique de cette coexistence des deux tactiques. Pour Stefan OLSZOWSKI : « Il faut rappeler que dans le monde contemporain la confrontation idéologique (supposée pacifique; G.M.) a toujours lieu, mais que le tranchant des centres impérialistes de subversion nous vise de la même façon aujourd'hui qu'il y a deux ou trois ans » (*Trybuna Ludu*, 9 septembre 1971, p. 4).

72. Mentionnons trois récents articles dont le vocabulaire, destiné visiblement à l'usage intérieur, est d'une fermeté à toute épreuve (voir le renvoi 34) assimilant à la subversion la théorie de la convergence, les critiques visant l'intégration socialiste dans le cadre de *Começon* (subversion double : impérialiste et maoïste), la conception de la société industrielle et postindustrielle, le concept de la désidéologisation de la société, la formule de l'État de bien-être, et enfin « la notion de la démocratie qui constitue un élément fondamental de la propagande anticommuniste » (KERIMOV, dans *Sovetskoe Gosudarstvo i Pravo* 1/1972).

73. Cf. *Le Monde*, 3 et 4 mars 1972.

74. Cf. Interview de B. Margueritte avec G. Aczel, *Le Monde*, 26 février 1972, p. 2.

Remarquons que, selon le correspondant du *Monde* à Pékin, les Chinois ne brouillent pas des ondes pour empêcher l'entrée des informations et des commentaires soviétiques dans « l'empire du milieu ». Selon Alain Bouc (*Le Monde*, 24 mars 1973, p. 4), pour les Chinois, l'Union soviétique « est redoutable par ses armes mais elle ne l'est pas par sa propagande ».

À Pékin, le soir, sur les ondes moyennes, on entend, sans le moindre brouillage, les émissions de *Radio Paix et Progrès*, dont l'indicatif familier égrène les notes de l'hymne national russe. Des speakers au ton câlin lisent une série d'articles qui font l'apologie de la politique soviétique. Le programme s'interrompt de temps à autre pour quelques minutes de musique douce à la mode de Moscou, qui semble étrangement suave dans ce poste habitué à des accents plus militants et aux chants nasillards et suraigus du répertoire.

La multiplication des émissions et des publications pro et antimaoïstes pose, en effet, la même question dans le contexte « intercommuniste ». Entre 1967 et 1971, par exemple, la Chine a augmenté ses émissions de 27%. Plus des deux tiers sont dirigées vers les autres pays communistes et consacrées au différend sino-soviétique. Une part importante du message chinois est relayée par une station albanaise qui diffuse quotidiennement soixante-dix heures vers l'Europe orientale et occidentale. Les responsables albanais affirment être entendus et écoutés à la campagne soviétique « malgré le brouillage des ondes effectué par les Soviétiques⁷⁵ ».

L'information albanaise semble être dirigée plutôt vers le monde socialiste que vers l'Europe occidentale. Il est vrai que le contenu de ces émissions dépasse de loin la notion d'information, se situant entre le commentaire fortement engagé et la propagande prenant une forme quasi stalinienne.

Cela se reflète bien dans le contenu des tracts diffusés de temps en temps en Pologne, en Tchécoslovaquie ou en Hongrie par des groupes politiques promaoïstes.

Ainsi, nous avons affaire *grosso modo* à trois affrontements essentiels : soviéto-sino-occidental où s'entremêlent les arguments de fond et les différentes méthodes et techniques d'argumentation avec les appréciations des situations socio-politiques, économiques et culturelles données, mettant chacune de ces propagandes en compétition plus ou moins aisée, plus ou moins difficile ou efficace. Il dépend beaucoup de leur habileté mais surtout de leur véracité correspondant aux sentiments et aux connaissances pratiques des lecteurs, des auditeurs et des téléspectateurs. Certes, si la télévision polonaise n'a informé aucun des 254 Polonais questionnés au sujet des événements de Gdansk et Szczecin, son emprise et son prestige ne semblent pas énormes. Le nombre d'exemples de ce genre pourrait remplir un livre épais.

La prise de conscience de la gravité du problème a abouti non seulement à l'élaboration des deux tactiques susmentionnées, mais aussi à la coordination de la stratégie et des tactiques de l'information et de la propagande⁷⁶ au plus haut niveau du

75. Cf. *Le Monde* 15/16 août 1971, p. 3 et ZAKHOS, Emmanuel, *Albanie*, Éd. du Seuil, Paris, 1972, pp. 176-182.

76. Relevons par exemple, deux tactiques parmi d'autres : celle dite de « Salami » (inventé par Rakosi à la fin des années quarante) qui consiste à attaquer progressivement certaines couches, groupes, etc., sans lancer d'attaques générales. Ainsi, c'est la radio *Svoboda* et *Free Europe* qui sont la cible principale des attaques de tous les moyens d'informations socialistes qui laissent pour le moment de côté d'autres stations radio et d'autres journaux occidentaux, comme par exemple *Le Monde*, *Christian Science Monitor*, *Washington Post* ou *Neue Züricher Zeitung*. L'autre tactique consiste à reprocher aux propagandes occidentales toutes les défaillances particulièrement propres à l'information, par exemple, soviétique. L'exemple fort instructif à ce propos nous est donné par Karen KHATCHATUROV dans *Le Journaliste démocratique* n° 6, juin 1971, p. 16-18.

pouvoir dans le bloc soviétique (de même qu'en Chine ou aux États-Unis⁷⁷, nous semble-t-il).

Toutefois, plusieurs conférences, réunions, tables rondes, séminaires et colloques intersocialistes, tout en contribuant à une certaine unification des attitudes et du langage polémique, n'ont pas « égalisé » complètement les comportements idéologiques et politiques des *mass media* dans les différents pays. Le décalage qui existe toujours entre l'URSS et les autres pays socialistes ou entre, par exemple, la Tchécoslovaquie et la Pologne⁷⁸, en est la preuve.

La prise de conscience des faiblesses des *mass media* soviétiques, perceptibles à travers les contenus de publications, qui a contribué à la préparation du « second front » dans la propagande, a été quelque peu précipitée par les objectifs de la politique étrangère (eux-mêmes issus des objectifs idéologiques de politique intérieure). La libre circulation des idées, des informations et des hommes soulevée par les Occidentaux à Helsinki, et le problème de transmission – grâce aux satellites – des contenus non contrôlés par les gouvernements des pays récepteurs au-dessus des frontières, soumis en août 1972 par la délégation de l'URSS à l'ONU ont ancré l'ensemble du problème de la lutte idéologique dans la sphère de la politique étrangère, devant couvrir désormais les structures et le fonctionnement des *mass media*, principal vecteur des contenus idéologiques en question.

La consigne de Brejnev formulée au dernier Congrès du PCUS est devenue désormais le mot d'ordre des journalistes soviétiques :

Le devoir de nos travailleurs du front de la propagande et de l'agitation de masse est de riposter sur le champ, d'une manière ferme et efficace aux agressions idéologiques, et de fournir aux centaines de millions de gens la vérité sur la société socialiste, sur le style soviétique de vie et de l'édification du communisme dans notre pays. Il faut le faire avec conviction, efficacité et clarté. La voix de la vérité sur l'URSS doit être diffusée et entendue sur tous les continents de la terre⁷⁹.

La perspective de l'ouverture d'un « second front » et les exigences de la direction du parti expliquent aussi l'apparition des autocritiques surtout dans l'organe de l'Union des journalistes *Zhurnalst* (par exemple, l'article de V. Zidkov de juillet 1970) mais aussi dans *Vestnik Moskovskogo Universiteta-Zurnalistyka*, de même que dans les autres publications spécialisées. Jan Szewczyk en écrivant à propos de l'ouvrage de Modrzinskaïa, souligne, par exemple, l'importance de « l'autocriticisme créateur sans lequel nous ne quitterons jamais des positions défensives...⁸⁰ ». Modrzinskaïa, elle-même, dans son ouvrage de 1972, exprime des doutes, à savoir si « le style exclusivement apologétique sert bien la cause de la propagande socialiste, ce style qui domine dans les travaux concernant l'anticommunisme, tandis que l'adversaire ne renonce jamais à l'occasion qui lui est donnée lorsque l'on passe sous silence ses

77. Voir l'illustration de l'attitude américaine dans l'article de MICHAEL, Franz, publié par les *Problems of Communism*, n° 1/2 (Washington), janvier-avril 1971, p. 68.

78. Cf. MOND, Georges, « L'évolution comparée de la Tchécoslovaquie et de la Pologne entre 1968 et 1971 », *Politique* (revue internationale des idées, des institutions et des événements politiques), n° 49/52, Paris, 1970, pp. 27-241.

79. Cf. Discours de Brejnev, publié dans la *Pravda*, 31 mars 1971.

80. Cf. *Prawo i Życie*, 7 mars 1971, p. 6.

propres erreurs, difficultés et complications. L'adversaire gagne ainsi l'exclusivité d'interprétation des faits historiques généralement connus⁸¹ ».

L'écho immédiat à l'appel de Léonide Brejnev se trouve dans *Zhurnalist* où V. Maevski constate :

Les lecteurs se plaignent à juste titre que dans les récits de l'étranger publiés dans la presse soviétique on ne présente pas assez profondément la complexité et la diversité des processus qui se déroulent dans tel ou tel autre pays et que l'on informe insuffisamment le lecteur soviétique au sujet de la vie des travailleurs vivant dans le monde capitaliste, mais aussi à propos de la lutte pleine de dévouement menée dans des conditions très difficiles. Il faut chercher de nouvelles formes de lutte contre les adversaires idéologiques, il faut renforcer l'influence des *mass media* socialistes sur leurs lecteurs et auditeurs, plus largement « sortir » dans la presse étrangère, à la radio, à la télévision, dans les discussions publiques, etc.⁸².

Bien sûr, il y a également les causes objectives qui empêchent que l'on obtienne un effet maximal. Il s'agit pourtant surtout de notre esprit d'organisation, de notre propre effort, efficacité et responsabilité. Notre arme c'est l'esprit de parti, la conviction que nos idées sont justes, le dévouement au Parti et à la nation. En saluant le XXIV^e Congrès du PCUS, les commentateurs des affaires internationales de même que toute l'armée des journalistes soviétiques sont fermement décidés à aller de l'avant et à réaliser toute mission confiée par le parti⁸³.

De toutes ces citations ressort clairement qu'une mutation du journalisme soviétique tendant à le rendre capable d'un affrontement d'égal à égal est en cours. Cette mutation est fort difficile et complexe, ce qui implique le fait qu'à Helsinki le représentant de l'URSS, tout en donnant en janvier 1973 son accord pour un débat sur la libre circulation des personnes et des informations, a dressé en même temps (comme l'a fait L. Brejnev le 21 décembre 1972) maintes réserves pouvant se résumer en une phrase : discutons, mais « nous exigeons qu'un tel échange culturel se déroule avec le respect de souveraineté, des droits et des coutumes de chaque pays concerné⁸⁴ ».

Comme Brejnev a dit quelques jours plus tôt :

Nous sommes pour un échange des touristes, pour de vastes contacts de l'opinion publique, pour les rencontres des jeunes et des hommes de même profession, pour des voyages collectifs et individuels, pourvu que cela soit considéré dans l'esprit de respect mutuel et de non-ingérence dans les affaires intérieures, et non dans l'esprit de la guerre froide⁸⁵.

L'impression assez répandue semble être favorable à une telle démarche n'exigeant que de la confiance réciproque. Toutefois, bien que nous soyons convaincus qu'en fin de compte le concept de l'affrontement idéologique loyal prévaudra, l'évolution des *mass media* soviétiques ne le prouve pas pour le moment. Et non seulement des *mass media*. Relevons à ce propos un commentaire « dur » de Iouri Joukov qui peut se résumer ainsi : *L'exigence des « faucons impérialistes » de*

81. Cf. MODRZINSKAIA, E. D., *Sovremennyi antikommunizm-kritičeskije očerki*, Ed. Pedagogika, Moscou, 1972.

82. Cf. *Journalist*, n° 3, mars 1971, p. 61.

83. Cf. *ibidem*, p. 62.

84. Cf. *Polityka*, 17 février 1973, p. 14 ; *Le Monde*, 14/15 janvier 1973, p. 1 et *Trybuna Ludu et Pravda*, 1^{er} août 1973, p. 1.

85. Cf. BREJNEV, L., *Pravda*, 22 décembre 1972, p. 3-5.

développer des échanges de personnes, des idées et des informations entre les deux systèmes est une ruse des « faucons » tendant à s'ingérer dans les affaires intérieures des pays socialistes et pour saper leur régime. Selon Joukov : « les pays socialistes n'ont aucune envie d'ouvrir les portes à l'invasion de l'idéologie bourgeoise cachée sous la couverture de l'échange libre des personnes et des informations ⁸⁶. » La comparaison de la déclaration Brejnev et de l'article de Joukov, qui n'est pas seul dans le genre, laisse subsister un doute. Y-a-t-il compatibilité entre les deux : Les *mass media* sont-elles indépendantes du chef du parti ? ⁸⁷

Dans ce contexte revient encore une fois la question de la bonne foi et de la signification du vocabulaire politique. Après la visite de Gierek à Paris, le correspondant de *Trybuna Ludu* a publié un commentaire précisant entre autres :

Les visites à Paris de L. Brejnev et de E. Gierek constituent une confirmation officielle du fait que la coexistence pacifique telle que nous la concevons (souligné par G.M.) a été, ou certainement est acceptée. Telle que nous la concevons et non comme la concevait ou comme la conçoit le Professeur Z. Brzezinski (...) ⁸⁸.

Le même journaliste affirme ensuite :

Le nouveau contexte de la coexistence commence à engendrer des phénomènes passionnants et intéressants : il se révèle que c'est nous qui commençons à presser certains de nos partenaires occidentaux pour qu'ils ouvrent les portes des échanges (...) Nous commençons à ne pas craindre de la « confrontation des personnes et des idées... » ; par contre d'autres, de l'autre côté (les Occidentaux) commencent à en avoir peur ⁸⁹.

Il est vrai que les journalistes soviétiques ne sont pas allés si loin dans cette délicate matière. Il est également vrai, en effet, que certaines élites intellectuelles polonaises n'ont pas à craindre l'affrontement idéologique avec l'Occident ⁹⁰ ; ce point exigerait une longue explication ⁹¹. Toujours est-il qu'affirmer que c'était les gouvernements des pays socialistes qui étaient les premiers à exiger un développement des échanges de personnes et des idées ⁹² est rigoureusement inexact.

D'ailleurs, certaines affirmations des *mass media* soviétiques surprennent par leur formulation des griefs anticapitalistes qui concernent évidemment l'URSS, au point que l'on se pose parfois la question si ce n'est pas une forme d'expression pour un contestateur intelligent qui a survécu dans un journal donné.

La voie qui mène vers « l'équilibre des forces... de conviction » est, en effet, longue. Rappelons, à titre d'exemple, l'information sur la visite du président Nixon à Varsovie, où l'auteur, journaliste connu, constate :

Presque tous les envoyés de la presse étrangère qui suivaient la visite de Nixon à Varsovie ont constaté, bien que cette visite ait soulevé l'intérêt de la population de la capitale

86. Cf. JOUKOV I., « Mečty i Razočarovania' yastrebov' » (Rêves et déceptions des faucons), *Pravda*, 5 janvier 1973, p. 4 ; voir également *Trybuna Ludu*, 18 décembre 1972, p. 7.

87. Cf. les articles de la *Pravda* de septembre 1973 ; Radio Prague (*Le Monde*, 19 septembre 1973, p. 1).

88. Cf. BRONIAREK, Z., « Po Wizycie » (Après la visite), *Polityka*, 14 octobre 1972, p. 10-11.

89. Cf. *ibidem*.

90. Voir, par exemple, l'article de M. F. RAKOWSKI dans *Polityka* (Varsovie) du 30 juin 1973, p. 12, où il propose notamment de repenser les termes et le contenu actuel de l'affrontement idéologique entre l'Est et l'Ouest, et suggère certains aménagements raisonnables de l'attitude « dure » existant au sein des partis communistes.

91. Cf. article de G. MOND dans le numéro spécial de *Canadian Slavonic Papers*, 1973, consacré à la Pologne de Gierek.

92. Cf. *Trybuna Ludu*, 18 décembre 1972, p. 7 et 23 janvier 1973, p. 7.

polonaise, qu'il n'y a pas eu de manifestations tellement spontanées, comme ce fut le cas pendant la visite précédente de Nixon à Varsovie. Eh bien, les correspondants peuvent s'étonner; nous ne nous en étonnons point⁹³.

Or il suffit de feuilleter les comptes rendus publiés dans le *Monde* ou dans le *New-York Times* pour se rendre compte du caractère mensonger de cette « information ». Ajoutons, que deux témoins oculaires nous ont raconté l'accueil enthousiaste qui a été fait au président Nixon sur la place de la Victoire de Varsovie, de même que les mesures policières devant contenir l'enthousiasme de la foule (mais avant tout tendant à ne pas informer la population sur l'itinéraire et sur l'horaire de passage du cortège présidentiel).

Citons encore G. Arbatov qui écrit à propos de la coexistence pacifique (et ce texte est reproduit dans la presse polonaise, est-allemande et tchécoslovaque) :

Cette forme de la lutte correspond le mieux aux intérêts de l'humanité. Elle rend impossible les tentatives de forcer une autre nation à accepter telles ou telles autres formes sociales, elle garantit à chaque nation le droit de décision sur le choix du régime pouvant assurer aux masses travailleuses le niveau de vie élevé, la liberté réelle et les meilleures conditions pour l'épanouissement de la personnalité⁹⁴.

La dernière citation porte sur la confusion habituelle dans laquelle les commentateurs soviétiques essaient « de noyer » les véritables rapports existant entre la souveraineté, l'internationalisme et la position du PCUS tout en rappelant la « doctrine de Brejnev ». Ainsi, nous lisons dans la *Pravda* :

L'unité étroite des pays socialistes est la garantie de l'indépendance nationale et de la souveraineté aussi bien de chaque pays socialiste, que de toute la communauté. La défense du socialisme, comme il a été souligné pendant la Conférence de 1969, constitue le devoir internationaliste des communistes⁹⁵.

Sur la voie de l'équilibre des *mass media*, il est donc visible que les préparatifs soviétiques sont loin d'être achevés. En attendant, le commentaire international a recours à quelques exagérations ou inventions, comme c'est le cas pour l'initiative de libre échange des personnes et des informations entre les deux systèmes. Nous apprenons ainsi que « c'est nous qui sommes prêts à débattre cette question, c'est nous qui sommes initiateurs, c'est nous qui demandons une égalité dans ce domaine; c'est nous qui n'avons rien à craindre...⁹⁶ ».

En effet, cette dernière affirmation semble être exacte dans une certaine mesure. Les pays occidentaux, dans leur grande majorité, n'ont pas de censure et toute publication ou émission venant de l'Est peut être lue ou écoutée sans difficultés ni techniques, ni juridiques.

Par contre, l'appareil immense de censure, des contrôles policiers et de brouillages puissants⁹⁷, est sur le qui-vive en URSS et dans bien d'autres pays socialistes (il y a cependant quelques exceptions).

93. Cf. KOZICKI, S., « "Ameryka" i Ameryka », *Argumenty*, 2 juillet 1972.

94. Cf. ARBATOV, *op. cit.*; voir aussi *Trybuna Ludu*, 16 avril 1973.

95. Cf. KORIONOV V., *Pravda*, 21 novembre 1972, p. 4.

96. Cf. *Polityka*, 14 octobre 1972, p. 10; WASILKOWSKI, A., *Zycie Warszawy*, 8 novembre 1972; *Trybuna Ludu*, 18 décembre 1972, p. 7; 23 janvier 1973, p. 7; *Zycie Literackie*, 18 février 1973, p. 7-13.

97. Selon le *New York Times* du 13 septembre 1973, p. 16, les stations soviétiques de brouillage des ondes ont cessé leur action au début de septembre. D'autre part, nos informateurs au retour de l'URSS affirmaient pouvoir facilement écouter des émissions de la radio *Europe Libre* dans les hôtels des grandes villes de la partie européenne de l'URSS, à partir du 8 septembre.

CONCLUSIONS

1. Constatons en conclusion l'importance réelle accrue des moyens de l'information et de la propagande socialistes, selon différentes modalités (par périodes et par pays). Il découle des déclarations sur la « guerre psychologique » que le domaine des moyens d'information reste aujourd'hui ouvert à l'échelle internationale à la lutte idéologique et politique qui est parfois indépendante du courant général vers la coexistence pacifique, vers la détente.
2. L'affrontement constant de l'information socialiste et occidentale donne pour le moment comme résultat la poursuite de l'agressivité du commentaire (propagande) socialiste devant combler les lacunes de l'information. D'autre part, l'information occidentale semble être centrée de plus en plus sur la coexistence et la coopération plutôt que sur la compétition.
3. La conscience des responsabilités nucléaires (l'URSS est aussi menacée que les États-Unis, le Canada ou la France) et les rapports de force mêlés de souhaits sincères de coopération influencent la politique étrangère soviétique. D'où provient tout un système de différenciation des messages diffusés par les *mass media* (il y a plusieurs « niveaux » de la presse destinés à différentes couches socio-professionnelles et aux lecteurs à différents degrés du pouvoir – ceci est un sujet à part pouvant fournir une thèse épaisse).

Ainsi s'est créée la politique des contenus, souvent embrouillés, modifiée en fonction de la destination ou de la langue (ainsi les contenus destinés aux émissions en anglais seront différents de ceux concernant les émissions en russe ou en arabe).

4. Généralement cette presse, cette radio et cette télévision, doivent :
 - a) exposer le point de vue officiel tout en essayant de convaincre les citoyens soviétiques et les amis étrangers;
 - b) riposter aux points de vue occidentaux diffusés en Europe de l'Est (on ne peut plus les empêcher complètement);
 - c) couvrir de silence autant que possible ou embrouiller tous les événements qui illustrent ou prouvent le manque de démocratie, de liberté, d'égalité ou les insuffisances socio-économiques, et qui sont relevés par les *mass media* occidentales qui s'en servent pour illustrer ou démontrer la duplicité de la politique étrangère et de la propagande soviétique vers l'extérieur.
5. Ainsi, dans ce domaine l'interpénétration de la politique étrangère et de la politique intérieure est particulièrement poussée. Les *mass media* soviétiques l'expriment amplement qui ne sont plus ni la voix d'une opinion publique ni des opinions non conformistes quelconques. Elles sont, en 1973, le porte-parole officiel (parfois officieux comme l'agence *Novosti*) du pouvoir et les journalistes en sont les fonctionnaires dévoués et de plus en plus qualifiés.
6. À l'Est, se dégagent néanmoins deux modèles interchangeables de comportement :
 - a) attitude « dure » celle de la défense « a priori » contre toute information jugée indésirable par le pouvoir, attitude qui s'exprime par l'action diplomatique, juridique, et les campagnes de presse tendant à arrêter les sources particulièrement agaçantes de l'information et du commentaire occidentaux (*Free Europe* et *Radio-Liberty*).

- b) attitude, dirons-nous, de prospective, tendant à préparer les moyens techniques et les cadres hautement qualifiés pour pouvoir, le moment venu, faire face d'égal à égal à l'afflux de l'information « idéologiquement étrangère ou hostile ».
7. En ce qui concerne la tactique occidentale à choisir (*de politicae ferenda*), il nous semble bien fondé de tenter toujours un effort de coopération et d'objectivité dans la politique de l'information dirigée vers les pays socialistes. Cependant, il serait de tous les points de vue mal fondé de céder aux pressions communistes et de renoncer à la diffusion de l'information diversifiée, présentant les différents points de vue et les différentes opinions⁹⁸. La France, le Canada, les États-Unis et l'Occident plus largement, ne devraient pas contribuer à la mise en condition des sociétés de l'Europe centrale et orientale en cédant aux pressions mal fondées (les radios communistes ne renoncent pas du tout à leur offensive idéologique et politique dirigée contre les régimes occidentaux).

Le circuit international de l'information est, en effet, de plus en plus irréversiblement ouvert ; il est de plus en plus difficile d'empêcher la circulation de l'information et des idées. Certains dirigeants communistes commencent aujourd'hui à le comprendre. Il ne semble donc pas bien fondé que les pays occidentaux acceptent les exigences restrictives dans ce domaine, formulées par les éléments les plus arriérés et conservateurs des pays socialistes.

8. Tous comptes faits, la contradiction entre la guerre psychologique et la coexistence pacifique entre l'Est et l'Ouest n'est pas insoluble. L'évolution actuelle semble prouver que de l'attitude ouverte mais non « capitularde » de l'Occident, dépend la mise en pratique des deux circuits concurrents de l'information faisant grandement profiter les populations concernées, sans pour autant déranger la politique générale de la coexistence pacifique et de la coopération « mutuellement profitable », soulignée si judicieusement par l'ambassadeur de l'URSS à Paris, à l'époque, M. Abrassimov.

Au fur et à mesure que la politique étrangère de l'URSS s'ouvrira vraiment et largement à la coexistence pacifique, les *mass media* soviétiques se transformeront fort probablement dans le même sens, et de la guerre idéologique ne restera qu'un affrontement loyal et sérieusement argumenté des opinions et des idées. En 1973, c'est encore loin d'être le cas.

98. Cf. l'article hautement significatif d'Alfred FABRE-LUCE dans *Le Monde* du 26 avril 1973.